

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18 019 BOURGES

BOURGES, le 1er décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



Derichebourg Environnement - REVIVAL

1222 rue du Président Lecuyer
59 880 Saint-Saulve

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement REVIVAL – Derichebourg Environnement implanté ZI des Forges Route de Foëcy Parcelle BE n°291 18 100 VIERZON. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL - Derichebourg
- ZI des Forges Route de Foëcy Parcelle BE n° 291 18 100 VIERZON
- Code AIOT : 0010006440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement , situé 15 rue Albert et Paul Thouvenin à Vierzon est un établissement secondaire de l'entreprise REVIVAL dont l'activité principale est la récupération de déchets triés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 28 août 2019 ;
- Portée de l'autorisation ;
- Gestion de l'établissement ;
- Prévision des risques Technologiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	D1 VI (27/08/2019)	Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 181-46 II	D1 Inspection du 27/08/2019	Sans objet
4	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.2.1	/	Sans objet
7	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.4	/	Sans objet
3	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.5.6	/	Sans objet
5	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.3.1.1	/	Sans objet
6	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : D1 VI (27/08/2019)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activités
Point de contrôle déjà contrôlé : D1 VI (27/08/2019)
Prescription contrôlée : <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet les modifications engagées et la mise en cessation partielle d'une partie du site.
Observations : <p>Constat du 27 août 2019 (D1) : Compte tenu des modifications engagées et de la mise à l'arrêt d'une partie du site, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un porter à connaissance du préfet dans les formes prévues à l'article R.181-46 II du code de l'environnement et du dossier de cessation partielle d'activité.</p> <p>Lors de la visite du 19 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'activité du site est à l'arrêt (temporairement selon l'exploitant), l'exploitant n'a pas transmis de dossier de "Porter à connaissance" afin d'informer Monsieur le Préfet du Cher des modifications engagées et de la cessation d'activité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation et conditions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de forces majeure.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite d'inspection du 19 octobre 2022 qu'il n'y avait pas d'activité sur le site REVIVAL sis au 15 Rue Albert et Paul Thouvenin, 18 100 Vierzon. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le site REVIVAL est temporairement à l'arrêt le temps qu'une réflexion soit menée sur la relance ou l'arrêt définitif de l'activité. Conformément au présent article, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que "la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives". De plus, si l'exploitant opte pour une cessation définitive d'activité, celle-ci devra être réalisée conformément à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.5.6
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation et conditions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977. Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a affirmé à l'inspection des installations classées que le site est à l'arrêt temporairement. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la mise à l'arrêt définitif de son installation doit être réalisée en conformité avec le présent arrêté et le code de l'environnement [(articles R512-39 à R512-39-6), sous-section 5 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état].
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R251-53 du code du travail.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements), en tenant compte des phases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, sont constamment tenus à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'inventaire réglementaire à l'inspection des installations classées le jour de la visite.
Observations : <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté sur le site la présence d'un stockage (couvert) de poussière de fonte en attente d'évacuation.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume total de ce stock le jour de la visite en raison de la cessation temporaire d'activité. Il transmettra l'état des stocks des substances présentes sur le site à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite que le site est clôturé sur la totalité de sa superficie, les deux entrées sont équipées de portails permettant d'interdire l'accès de l'installation à toute les personnes étrangères au site. Lors de cette visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une société de gardiennage est engagée pour de réaliser des rondes sur le site (deux à trois fois par jours). L'inspection a consulté par échantillonnages les factures de la société de gardiennage des mois de juillet, août et septembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Au moins deux accès de secours, éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemin carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un panneau réglementant les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement (limitation de vitesse, sens de circulation...), les consignes générales de sécurité et les Équipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaire à l'intérieur du site. L'affichage sur un panneau à l'entrée du site permet une signalisation adaptée et une information appropriée à l'ensemble des intéressés.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a également constaté que les voies de circulations et d'accès sont délimitées, maintenues en état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'inspection a constaté que le site est entièrement clôturé et que deux portails sont installés au niveau des deux entrées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant transmettra les justificatifs de remise en état des installations électriques à l'inspection des installations classées.
Observations : Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisé par la société "DEKRA" suite à la vérification du 18 novembre 2021. Le rapport de vérification mentionne deux observations dans le rapport de vérification n° 109813352101R001 "Installation électriques chantier", l'exploitant justifiera à l'inspection des actions réalisées afin de remettre en état les éléments incriminés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet